



**Syndicat
CGT
Renault Cléon**

cgt.renault.cleon@wanadoo.fr
cgt.cleon@renault.com
fax: 01 76 86 78 40

**- Attentats.
- Tous en grève le 2
décembre.
- Grève des intérimaires à
Flins.**

Site CGT Cléon: cgtrenaultcleon.fr

Mardi 24 novembre 2015

Du deuil à la guerre ?

Nous pleurons nos morts, nous souffrons avec nos blessés. C'est le peuple qui a été visé, ce sont les jeunes en grande partie qui ont été fauchés, en nombre. Ce sont les nôtres, comme à Charlie.

Les symboles frappés, ce sont les réjouissances populaires, comme ce match de football - amical -, ces quartiers que les jeunes de tous horizons aiment fréquenter parce qu'ils sont ouverts à tous et festifs, à deux pas de la République. Qui sont les meurtriers ? Des gens fanatisés par une idéologie totalitaire, une sombre réaction obscurantiste face au chaos du Moyen Orient. La mort est leur métier. D'où viennent les armes et les explosifs ? De la guerre et son cortège de réseaux qui en font commerce.

Ces gens-là n'ont pas déclaré la guerre, ils l'ont amenée - avec quelle barbarie - dans les rues de Paris. C'est bien l'aspect de la guerre actuelle. Elle n'est jamais déclarée, mais elle se pratique en différents points du Globe. Mali, Lybie, Afghanistan, Syrie... Cette guerre de fait, permanente, entraîne sa propre propagation par les ventes d'armes spectaculaires, Rafales ou navires militaires à qui veut bien les acheter.

Oui, la France fait la guerre, et occupe même le 3^{ème} ou le 4^{ème} rang mondial des ventes d'armes. Ce qui rend lointains les conflits armés, c'est la nature d'une armée qui est devenue professionnelle pendant que ses opérations sont secrètes. Ce qui donne à l'exécutif toute liberté pour la projeter à tout moment dans les furieuses mêlées des différentes zones de conflits. S'est opéré dans l'opinion, avec la professionnalisation de l'armée un sentiment d'éloignement du danger de guerre, alors qu'elle s'intensifie par le nombre d'opérations. Quand l'armée intervient, elle expose de façon automatique sa population.

Rien n'excuse, rien ne justifie l'assassinat des gens du peuple, simplement parce qu'ils étaient là, présents dans leur cadre de vie habituel. Il faut châtier les coupables. Quelles conclusions en tirer ? Qu'il faut intensifier la guerre ? Dans quelle direction ? Nous voyons, nous, que le dictateur Bachar, en massacrant les Syriens qu'il prétendait diriger, a offert un terrain favorable à Daesh. Et il reçoit l'appui militaire direct de la Russie et de l'Iran. Nous voyons, nous, que l'intervention des USA en Irak et en Afghanistan sonne comme un échec retentissant qui a favorisé le surgissement et la multiplication de formations terroristes. La guerre en Lybie a eu les mêmes conséquences. Et on continue ?

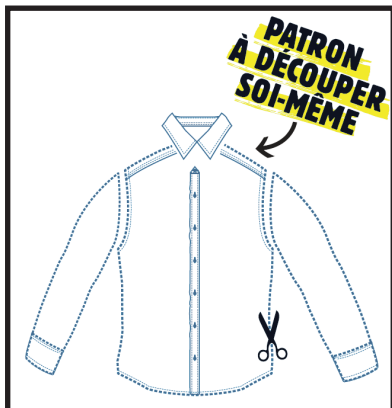
L'urgence est bien de protéger les populations, éternelles et seules victimes de la guerre. S'agit-il de ça ? Si on ne fait que de la sécurisation militaire, on va aller tout droit dans les bras de l'extrême droite. Nous voyons les mêmes prétendants à l'union nationale se rendre coupables d'acharnement contre le droit social, en laissant se développer un chômage de masse et une précarité généralisée, tout en soutenant, de façon exclusive, les financiers et les rentiers. Nos morts, nos blessés nous confortent dans notre combat social au côté du peuple, pour que la société soit tournée vers les intérêts de tous. Nous ne discernons pas bien la légitimité de l'exécutif à inclure Sarkozy et Le Pen pendant qu'il dénie à un nombre croissant de travailleurs le simple accès aux moyens de vie, le travail, un revenu décent, le bien-être élémentaire.

Si l'état d'urgence commence par interdire toutes les manifestations de protestation sociale, comme c'est le cas, alors nous devons y voir la continuation de la politique anti-sociale par de nouveaux moyens. Nous n'acceptons pas qu'on manipule la tragédie qui frappe les nôtres en Union sacrée pour amplifier la guerre et la destruction sociale dans notre propre pays. Si l'union nationale avait un sens, ce serait celui de commander l'arrêt de toutes les procédures de licenciements, toutes les mesures de répressions syndicales, toutes les coupes dans les budgets publics. On a vu à quel point nous avons besoin des services publics au cœur de la Nuit du 13 novembre...

Sinon cette prétendue union nationale ne sera qu'une manoeuvre pour continuer la même politique et donc les mêmes dégâts sociaux en tout genre, la guerre en plus.

Contre la violence patronale et le licenciement injuste de 4 salariés d'air France: Tous en grève le 2 décembre.

Licenciés «pour l'exemple» !!



Suite à ce que les médias appellent «une agression physique», quatre salariés d'Air France ont été licenciés «pour faute lourde », sans indemnités ni préavis. Un scandale.

Air France qui a lancé un plan de suppression d'emplois, a dégagé un bénéfice d'exploitation de 898 millions d'euros au troisième trimestre. **La meilleure performance trimestrielle de son histoire!!**

Mais là, bizarrement, personne n'en parle...



L'ensemble des syndicats d'Air France appelle à la mobilisation le 2 décembre, **rassemblement à Paris**, le jour où 5 salariés seront jugés «pour les violences contre des dirigeants de la compagnie».

Pour participer à cette action à Paris, la CGT Renault Cléon appelle l'ensemble des salariés à se mettre en grève 2 heures minimum pouvant aller à la journée, dans toutes les équipes le 2 décembre.

- Le 2 décembre pour les équipes et la normale.
 - Dans la nuit du 1er au 2 décembre pour l'équipe de nuit.
- Inscrivez vous rapidement auprès de vos militants CGT.**

Grève surprise des intérimaires à l'usine de Flins

Comme à Cléon, la direction de l'usine de Flins use et abuse de l'emploi précaire. Sur environ 4 000 travailleurs, dont 3 100 en production, 1756 sont des camarades intérimaires.

Après plusieurs débrayages en tôlerie et au montage, plusieurs centaines d'intérimaires ont débrayé vendredi 13 pour exiger leur dû.

Depuis des années, il n'y a plus d'embauche à Flins.

Comme à Cléon, c'est aux intérimaires, qui n'ont jamais été aussi nombreux, que les postes les plus durs sont réservés.

En même temps, la direction tout pour que les payes soient le plus légères possibles, en baissant la qualification à l'embauche et en empêchant toute évolution du salaire par le jeu des coefficients bloqués.

De plus, depuis des mois, les travailleurs intérimaires protestent contre les nombreux problèmes sur leur paye et les prétendues erreurs qui amputent leurs salaires déjà maigrelets.

- Heures supplémentaires non enregistrées, samedis travaillés non comptabilisés, primes de nuisance, de douche ou de travail de nuit non versées, contrat qui se fait attendre ou erroné, les « oublis » des chefs Renault se traduisent toujours en négatif sur les feuilles de paye des sociétés d'intérim.

Le 12 novembre au soir, date où leur feuille de paye leur était remise, les intérimaires de l'équipe de nuit ont constaté une fois de plus de multiples manquements malgré les promesses de Renault et de leur société d'intérim. De plus, leur salaire était amputé du prélèvement du transport par car... alors que Renault n'assure aucun transport collectif pour l'équipe de nuit. La colère montait..

En fin de soirée, des représentants des entreprises d'intérim sont venus, persuadés cette fois encore de s'en sortir par la parlotte.

- C'était peine perdue : comme rien de concret ne se présentait, le travail n'a pas repris et les intérimaires de l'équipe du matin, à leur tour, se sont retrouvés, discutant par petits groupes, à passer de secteur en secteur.

Des embauchés Renault se sont joints à eux, et, de fait, ce sont environ 350 travailleurs intérimaires qui ont arrêté la production le vendredi 13, soutenus par une centaine d'embauchés. La direction se plaint d'avoir perdu 500 véhicules, la faute à qui?

Les intérimaires ont établi une liste de revendications portant notamment sur le paiement complet de leurs heures, la possibilité de vérifier celles-ci, le passage automatique au coefficient prévu (passage du coeff 165 au 170), le paiement des primes et intéressement versées aux embauchés, le versement comme pour tous de l'allocation de fin d'année avant les fêtes, et non en janvier.

Ils ont exigé des réponses et, même s'ils ont repris le travail après le week-end, ils restaient mobilisés.

Les travailleurs intérimaires viennent de rappeler à la direction, avec le seul langage qu'elle est capable de comprendre, que le minimum pour qu'ils viennent à l'usine, c'est quand même d'être payés, et aussi qu'ils n'hésitaient pas à réagir, malgré toutes les pressions possibles du fait de leur statut précaire.

C'est, bien évidemment, la même situation que nous connaissons à Cléon.

L'exemple des camarades intérimaires au coude à coude avec les embauchés, montrent que collectivement, il est possible de demander des comptes à la direction et de se faire respecter !